



**MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage –  
Assistance technique à la gestion des ICPE du  
GPMB**

**Cahier des clauses techniques particulières  
(CCTP)**

**L'acheteur :**

**Grand Port Maritime de Bordeaux  
152, quai de Bacalan  
CS 41320  
33082 BORDEAUX CEDEX**

**Procédure adaptée ouverte  
en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique.**

## Sommaire

Article 1 – Objet du marché .....	3
Article 2 – Présentation du Grand Port Maritime de Bordeaux .....	3
Article 3 – Description des prestations attendues .....	4
Article 4 – Echanges et livrables .....	6

## Article 1 – Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent les prestations suivantes : **Assistance technique dans la gestion des ICPE**

Le GPMB est gestionnaire de plusieurs ICPE, notamment sur Bordeaux et Bassens :

- Pole naval des Bassins à flot à Bacalan (DC) ;
- Ateliers Généraux de Bacalan (D) ;
- 3 Hangars de stockage à Bassens (D/E : dossiers en cours d'instruction) ;
- Site de démantèlement de la Forme 3 à Bassens (A).

Ces sites ont des classements réglementaires différents et nécessitent un suivi adapté. En parallèle, d'autres sites qui ne sont pas classés doivent faire l'objet d'accompagnement pour mise aux normes technique et réglementaire.

Par ailleurs, des projets d'aménagement, en lien avec cette réglementation sont possibles et il s'agit dans ce cas de cadrer les démarches en amont.

Enfin, le GPMB est sollicité régulièrement par des organismes extérieurs (DREAL, exploitants, prospects...) pour des visites d'inspection, pour répondre à des questionnements techniques sur des sujets liés aux ICPE...

Le titulaire du marché doit permettre au GPMB de faire face aux demandes et répondre à l'ensemble des besoins définis au présent CCTP.

## Article 2 – Présentation du Grand Port Maritime de Bordeaux

### 1. La Circonscription du GPMB

La circonscription du Grand Port Maritime de Bordeaux s'étend :

- Sur le plan nautique : à l'embouchure de la Gironde, à l'estuaire de la Gironde et aux cours aval de la Garonne et de la Dordogne ;
- Sur le plan terrestre : principalement aux zones portuaires, industrielles et commerciales de Bordeaux, Bassens, Blanquefort-Parempuyre (anciennement Grattequina), Ambès, Blaye, Pauillac et Le Verdon.

### 2. Les Missions du GPMB

Depuis la promulgation, le 4 juillet 2008, de la loi portant réforme portuaire, les ports autonomes sont devenus des Grands Ports Maritimes. Cette évolution des statuts a été l'occasion de confirmer certaines missions des ports et d'en ajouter de nouvelles, notamment dans le registre du Développement Durable.

Les missions des Grands Ports Maritimes, dont Bordeaux, sont :

- La réalisation, l'exploitation et l'entretien des accès nautiques ;
- La police, la sûreté et la sécurité, au sens des dispositions du livre III et les missions concourant au bon fonctionnement général du port ;
- La gestion et la valorisation du domaine dont il est propriétaire ou qui lui est affecté ;
- La gestion et la préservation du domaine public naturel et des espaces naturels dont il est propriétaire ou qui lui ont été affectées (consultation du CSEG sur les programmes d'aménagement affectant les espaces naturels) ;

- La construction et l'entretien de l'infrastructure portuaire, notamment des bassins et terre-pleins, ainsi que des voies et terminaux de desserte terrestre, notamment ferroviaire et fluviale ;
- La promotion de l'offre de dessertes ferroviaires et fluviales en coopération avec les opérateurs concernés ;
- L'aménagement et la gestion des zones industrielles ou logistiques liées à l'activité portuaire ;
- Les actions concourant à la promotion générale du port.

### 3. Le trafic du GPMB

Avec un trafic annuel d'environ 6 millions de tonnes de marchandises, le Port de Bordeaux se place au septième rang des Grands Ports Maritimes français. Les hydrocarbures constituent plus de la moitié des trafics ; les produits agro-alimentaires ont également une place importante.

L'établissement portuaire gère sept terminaux portuaires situés sur les rives de l'estuaire entre Bordeaux et Le Verdon. Chaque terminal a ses propres trafics :

- Croisières à Bordeaux
- Céréales, multi-vracs, conteneurs et bois à Bassens
- Hydrocarbures et produits chimiques à Ambès
- Granulats et colis lourds à Blanquefort-Parempuyre (anciennement Grattequina),
- Céréales et vracs liquides à Blaye
- Hydrocarbures à Pauillac
- Conteneurs et escales de croisières au Verdon

## Article 3 – Description des prestations attendues

Les prestations peuvent s'exécuter sur tous les terminaux du GPMB mais concerneront particulièrement les sites de Bordeaux et Bassens.

Pour l'exécution de ce marché, le titulaire sera majoritairement en contact avec le Service Environnement du GPMB.

Cependant, le titulaire pourra échanger directement avec les autres parties prenantes (autres services du GPMB, entreprises utilisatrices des sites, services de l'Etat,).

**Il convient de noter que pour l'ensemble des prestations proposées, les rendus devront être conformes à la réglementation en vigueur et répondre explicitement aux exigences de la DREAL Nouvelle-Aquitaine.**

Comme indiqué dans l'article 1, le besoin d'assistance du GPMB couvre un large spectre. A ce titre, le titulaire doit avoir une maîtrise parfaite de la réglementation ICPE mais aussi des dossiers relatifs aux sites ICPE du GPMB. Le titulaire aura à disposition l'ensemble des documents existants sur la vie des ICPE (dossiers, arrêtés, récépissé, porter à connaissance, contrôles DREAL...) ;

Les prestations à réaliser se décomposent comme suit dans le BPU.

Une phase de prise de connaissance, d'accompagnement sur le suivi ICPE et de propositions d'améliorations pourra être envisagée :

1. Vérification et définition des écarts et non-conformités entre les documents réglementaires et la réalité des installations (format « audit blanc »). Le titulaire devra effectuer une ou plusieurs visites de site. Ces écarts et non-conformités feront l'objet d'un rapport comprenant des propositions d'amélioration, avec une estimation des coûts (ordre de grandeur) ;
2. Réalisation d'un tableau de bord, par site, de suivi des écarts et non conformités (référencés par ordre de criticité) des ICPE du GPMB. Ce document devra être opérationnel afin de faciliter son suivi et son actualisation ;
3. Vérification (sous forme de « contre-audit ») sur site des travaux et actions d'amélioration réalisés par le GPMB afin de résorber les écarts et non-conformités constatés ; à l'issue de ces contrôles, qui ne devront pas excéder une ½ journée, le titulaire mettra à jour le tableau de bord ;

Trois types de sollicitations pourront être faites par le GPMB sur des sujets techniques, qui pourront nécessiter des réponses plus ou moins complexes (compréhension de prescription d'arrêté, mise à jour de document, réalisation de porter à connaissance, échange en autonomie avec les exploitants, consultation devis pour suivis environnementaux, évolution classement ICPE, accompagnement sur site, participation à des visites d'inspection...). En cas de sujets nécessitant plus d'une journée de travail, il sera possible de cumuler les sollicitations :

4. Sollicitation technique (cas simple). Le GPMB sollicitera le titulaire par courriel sur une question ne nécessitant pas plus de 2h de travail. La réponse se fera par courriel ou téléphone.
5. Sollicitation technique (cas intermédiaire). Le GPMB sollicitera le titulaire par courriel sur une question ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail. La réponse se fera par courriel ou note.
6. Sollicitation technique (cas complexe). Le GPMB sollicitera le titulaire par courriel sur une question nécessitant un jour de travail. La réponse donnera lieu à une note ou un rapport.

Une partie de vulgarisation / transmission des connaissances / formation pourra également être envisagée :

7. Le titulaire produira un document didactique à l'attention des personnels en charge de l'exploitation d'une ICPE afin de traduire de façon opérationnelle les obligations réglementaires des différents sites. Il s'agira notamment de leur faire connaître et comprendre le fonctionnement de l'ICPE, d'expliquer les aspects réglementaires associés, et de les sensibiliser sur les points à surveiller lors des opérations. Cette prestation donnera lieu à une note synthétique ;
8. Le titulaire assurera une transmission des savoirs essentiels relevant de l'exploitation des ICPE aux intervenants du GPMB (sur la base d'une demi-journée de formation pour 10 personnes, support de présentation compris).

Au-delà de ces aspects généraux, le GPMB souhaite également mobiliser le titulaire pour des interventions de contrôles et de suivis des sites, en particulier dans le cadre de l'exploitation de la Forme 3 à Bassens. Le titulaire ne disposera pas d'un pouvoir de police et ne pourra faire cesser toute pratique ou opération délictueuse, mais il aura l'obligation d'avertir immédiatement le GPMB en cas de manquement grave, afin que celui-ci prenne les mesures adéquates pour rétablir la situation.

Le contrôle et le suivi des opérations doivent permettre de s'assurer que les prescriptions relatives à l'exploitation de l'ICPE sont respectées :

9. Contrôle et vérification sur site des opérations de démantèlement / réparation de navires lors des phases de fonctionnement de l'ICPE, majoritairement pour la forme 3 (sous forme d'audit de chantier). Cette intervention veillera à s'assurer que l'ensemble des prescriptions relatives à l'exploitation de l'ICPE sont respectées, notamment vis à vis des opérations réalisées à quai et dans la Forme (désamiantage, curage vert, découpe, levage, tri des déchets, gestion des bordereaux de suivi de déchets, traitement des effluents, etc). Il s'agira de vérifier que les intervenants respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral, et ce à tous niveaux. A l'issue de ces contrôles, un rapport d'audit sera transmis au GPMB mettant en exergue les écarts et non conformités constatées ;
10. Cette prestation correspond à la même prestation que la prestation 10 sauf que les délais d'intervention sont de 2 h maximum. Ce genre de demande permet de vérifier un dysfonctionnement constaté en cas d'urgence.

Pour la réalisation des analyses sur les eaux, il est demandé de faire appel à un laboratoire accrédité COFRAC et de détailler dans le mémoire les techniques analytiques utilisées et les délais d'analyses.

11. Dans le cadre de l'exploitation de la Forme 3, la qualité de l'eau de la Garonne doit être suivie. Le prestataire réalisera ce contrôle conformément à l'arrêté en vigueur et transmettra un rapport au GPMB ;
12. Dans le cadre de l'exploitation de la Forme 3, la qualité des eaux souterraines via des piézomètres doit être suivie. Le prestataire réalisera ce contrôle conformément à l'arrêté en vigueur et transmettra un rapport au GPMB.

## Article 4 – Echanges et livrables

Le titulaire devra prévoir la tenue d'une réunion de lancement avec le GPMB.

Au cours du marché, tous les envois de document se feront de manière dématérialisée, par courriel. Les coordonnées des contacts seront indiquées aux titulaires lors de la signature du marché.

D'une manière générale, tous les documents seront transmis en version informatique :

- Microsoft ou Libre Office pour la version à valider,
- Microsoft ou Libre Office et PDF pour la version validée.

Les plans éventuellement nécessaires seront transmis au GPMB selon les termes suivants :

- projection RGF93 / CC45
- sous format numérique « .dwg » ou « .shp »
- un calque par nature ou thématique (à titre d'exemple, chaque réseau (eau, électricité, gaz...) fera l'objet d'un calque particulier. Tous les calques seront intégrés à un fichier unique.